

# Rénovation des passoires énergétiques : Macron promettait, le gouvernement recule

10 novembre 2017 / [Danyel Dubreuil](#)



Le candidat Macron avait promis la rénovation d'un million de logements mal isolés pendant son quinquennat. Les choix politiques faits jusqu'à présent indiquent, selon l'auteur de cette tribune, que le gouvernement ne se donne pas les moyens d'atteindre cet objectif.

---

*Danyel Dubreuil est coordinateur de l'initiative Rénovons pour le Cler-Réseau pour la transition. Il s'exprime au nom des membres de l'initiative Rénovons.*

---

Pendant sa campagne, Emmanuel Macron s'était engagé sur un objectif ambitieux de rénovation d'un million de passoires énergétiques appartenant à des ménages modestes sur les cinq années de son mandat, soit 200.000 rénovations par an. Alors que le gouvernement d'Édouard Philippe livre les plans qui doivent permettre d'atteindre ces résultats, force est de constater que les investissements promis ne sont pas au rendez-vous. Plus inquiétant encore, les mesures d'accompagnement des ménages modestes vers la rénovation de leur logement sont fragilisées.

Dès le mois de juillet, les discours de politique générale du Premier ministre ainsi que le plan climat présenté par Nicolas Hulot prévoyaient « *de faire disparaître en 10 ans les passoires thermiques* » dans l'objectif de réduire durablement la précarité énergétique. 7 millions de passoires énergétiques seraient rénovées... des annonces qui concordaient presque parfaitement avec les objectifs de l'initiative Rénovons, animée par le Cler-Réseau pour la transition énergétique !

À l'issue d'un été laborieux dans les cabinets ministériels, le gouvernement a présenté un premier ensemble de documents qui mentionnent cette priorité. Le plan logement du ministère de la Cohésion des territoires rappelle « *que pour le parc privé, l'appui à la rénovation énergétique sera renforcé pour viser 150.000 rénovations par an de passoires thermiques occupées par des ménages en précarité énergétique* ». Les engagements présidentiels ont donc été revus à la baisse, et contrairement aux autres engagements du plan, cet objectif n'est accompagné d'aucune proposition concrète pour y parvenir et renvoie la balle au plan climat qui ne comprenait lui-même rien de concret. Première alerte sérieuse...

## Souffler le chaud et le froid

De même, le « *grand plan d'investissement* » du quinquennat devait apporter, conformément aux promesses de campagnes, 4 milliards d'euros d'investissements supplémentaires pour les

passoires. Le programme Habiter mieux, de l'Anah (Agence nationale de l'habitat), voit son existence et ses budgets sécurisés sur cinq ans, une première, ce qui devrait permettre la montée en charge et en qualité du programme. Mais ses objectifs sont réduits à 75.000 rénovations de logements de propriétaires modestes et le fléchage sur les « *passoires* » s'estompe. C'est le seul « *outil* » de rénovation des logements privés qui voit ses moyens rehaussés, à hauteur de 1,2 milliard sur cinq ans. Mais les 4 milliards promis ne sont pas au rendez-vous, d'autant plus qu'Action logement, qui devait apporter un financement supplémentaire de 500 millions d'euros, rechigne à s'engager clairement. Souffler le chaud et le froid sur les acteurs locaux qui accompagnent les ménages modestes, comme le fait le gouvernement actuel en annonçant des financements sur cinq ans sans pouvoir les garantir et en remettant en question les financements des programmes spécifiques d'accompagnement des ménages modestes à la maîtrise de l'énergie, menace de remettre en cause les résultats obtenus jusqu'à maintenant.

La récente présentation du projet de loi de finances 2018 ne permet pas de lever le doute sur la manière dont le gouvernement souhaite atteindre les objectifs fixés. La transformation du Cite (Crédit d'impôt pour la transition énergétique), principal outil budgétaire d'incitation à la rénovation, en prime est renvoyée à 2019 ; d'ici là, il continuera donc à bénéficier aux ménages les plus aisés. Dans le plan d'investissement, le gouvernement écrit que la transformation du Cite en prime « *permettra de financer, en hypothèse basse, au moins 75.000 logements par an occupés par des ménages modestes propriétaires non pris en charge par le programme Habiter mieux* ». L'audit gratuit promis à tous les ménages modestes propriétaires a, quant à lui, disparu. Les locataires, comme toujours, sont les grands laissés pour compte de ces différents plans.

Sans plus de précision sur la manière concrète d'atteindre ces objectifs élevés, il est fort probable que ceux-ci restent au stade de l'incantation. La feuille de route pour la rénovation énergétique, qui sera transmise début novembre aux membres du Conseil national de la transition écologique et qui sera ensuite discutée pendant de longs mois, lèvera-t-elle les multiples interrogations sur les moyens et les dispositifs qui seront mis en œuvre pour rénover les passoires énergétiques ?

La mobilisation de tous les acteurs conscients des multiples enjeux sociaux, environnementaux,

sanitaires et économiques de la rénovation des passoires énergétiques reste indispensable pour pousser Emmanuel Macron et Édouard Philippe à mettre en œuvre un plan cohérent, conforme avec l'objectif de rénover la totalité des passoires énergétiques en 10 ans.

**Lire aussi :** [Sous des dehors alléchants, le budget 2018 traite mal l'écologie](#)

**Source :** Courriel à *Reporterre*

**Photo :** [À Rennes, des étudiants bâtissent leur propre logement écolo](#) (© Julie Lallouët-Geffroy/*Reporterre*).

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Renovation-des-passoires-energetiques-Macron-promettait-le-gouvernement-recule>